

**Art. 5.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter, vervangen door erratum op 2 april 2020, worden de zinnen “Alle lopende procedures tot plaatsing van een budgetmeter worden geannuleerd. Afnemers blijven door hun leverancier overeenkomstig hun huidig contract bevoorrad.” opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41784]

### 11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d’information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I<sup>er</sup> du Code de l’Environnement

#### RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire liée au COVID-19 et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d’activité sur le territoire de la Région wallonne. En tout état de cause, elles visent à limiter, dans une mesure variable en fonction de directives données au niveau du Gouvernement fédéral, les contacts interpersonnels.

Ainsi, si les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité, les rassemblements demeurent actuellement interdits, dans une large mesure, pour des raisons évidentes de santé publique. Les mesures visant à limiter les rassemblements seront, par ailleurs, vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national.

Or, de telles mesures risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions imposées par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l’environnement, notamment la réunion d’information préalable (RIP) prévue pour certains dossiers de permis.

Les projets visés sont les projets de catégorie B au sens de l’article D.29-1, § 4, b, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l’environnement. De tels projets, notamment les demandes de permis soumises à étude d’incidences, ne peuvent être postposés sur un long terme, sous peine de retarder considérablement leur mise en œuvre. Certains de ces projets sont d’une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu’elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique. D’autres sont nécessaire à la vie des entreprises et au développement économique et social de la Région wallonne. Les projets de catégorie C sont également visés, même si, dans leur cas, la formalité de la RIP n’est pas automatique.

Il apparaît dès lors nécessaire d’organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour.

Dans le dispositif actuellement en vigueur, cette réunion a une double fonction. Elle doit permettre au public de s’informer sur le projet soumis à la RIP, le cas échéant en posant des questions au demandeur et à son chargé d’étude, afin de faire valoir ses observations en connaissance de cause. Elle doit également permettre une certaine forme d’interaction en permettant au public de s’informer au mieux d’un futur projet.

En ce sens, elle constitue une mesure d’information préparatoire à la réaction du public qui peut s’exercer dans la période de quinze jours qui suit.

En vertu de l’article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ceci permet de redéfinir le cadre, à titre temporaire, des réunions d’information préalable du public en recourant, au besoin, à des formes dématérialisées permettant d’obvier à l’exigence de rassemblement inhérente à ce type de réunions.

La section législation du Conseil d’Etat a émis son avis 67.526/4 en date du 9 juin 2020.

Le projet d’arrêté de pouvoirs spéciaux a été revu pour justifier que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement déterminée au regard, d’une part, des incertitudes qui entourent le déconfinement, en particulier la possibilité d’organiser des rassemblements, et du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l’application du dispositif autorisé, et d’autre part des limites auxquelles l’article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu’il attribue au Gouvernement. L’habilitation au Gouvernement que suggère le Conseil d’Etat a cependant été introduite dans le dispositif en conférant au Gouvernement la possibilité de réduire la période d’application de la procédure virtuelle dans la mesure où la situation de crise le justifierait. Tout risque d’une application excessive du dispositif proposé est en conséquence exclu.

Le projet a, par ailleurs, été revu afin que le choix d'une réunion d'information du public présente ou virtuelle reste bien de l'initiative du demandeur mais sans que ce choix ne soit limité par des conditions. En effet, aux termes de l'avis précité, la section de législation met en exergue le fait que « spécialement compte tenu de la rapidité de l'évolution des mesures prises en la matière, la section de législation se demande à quel moment il faut se placer pour déterminer à quelles mesures la personne ou l'autorité concernée doit se référer. Ou encore, quelles conditions la personne ou l'autorité concernée doit exactement remplir pour établir qu'elle estime qu'il est ou qu'il n'est pas possible de respecter les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population. » Afin d'éviter de tomber dans l'application et l'interprétation de critères sources d'insécurité juridique, il est donc proposé de ne pas émettre a priori de condition supplémentaire dans le dispositif. Il est évidemment de la responsabilité du demandeur d'analyser au regard de son projet de révision de plan de secteur et de l'intérêt qu'il peut susciter dans le public, la meilleure façon d'organiser la réunion d'information préalable en ayant égard aux mesures adoptées en vue de limiter la propagation du Covid-19.

Les autres remarques, formelles et techniques émises par le Conseil d'Etat ont été prises en compte.

L'article 1<sup>er</sup> place le demandeur face au choix d'appliquer soit :

la réunion d'information préalable « présente » prévue par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement;

la procédure virtuelle visées aux articles 3 et suivants.

Si le demandeur décide d'appliquer la procédure présente du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement il doit veiller à ce que la réunion se déroule dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité.

L'article 2 prévoit que le demandeur peut mettre en œuvre des modalités complémentaires de participation.

L'article 3 dispose que pour les projets de catégorie B visés par l'article D.29-1, §4, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, et pour les projets de catégorie C visés par l'article D.29-1, §5, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, une présentation vidéo du projet peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Cette présentation vidéo est annoncée par voie d'affiches selon des formes identiques à celles prévues par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement dans chacune des communes où une enquête publique devra être réalisée.

L'article 4 permet à toute personne de solliciter par courrier recommandé auprès du demandeur du projet de catégorie B ou C une copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo.

L'article 5 reprend le principe de ciblage des communes susceptibles d'être affectées par le projet et où une enquête devra être réalisée en plus de la commune du lieu d'implantation du projet.

L'article 6 renseigne sur les dimensions requises en ce qui concerne l'avis visé à l'article 3, § 2, alinéa 5.

L'article 7 prévoit qu'une fois que le choix de l'auteur d'incidences agréé a été validé, le demandeur prépare une présentation vidéo du projet, laquelle est mise à disposition de la ou des communes concernées conformément à l'article 3, § 3.

La présentation vidéo doit être accessible sur Internet pendant deux jours ouvrables consécutifs. Les informations peuvent être obtenues par téléphone auprès du porteur de projet pendant ces deux jours, entre 8h et 17h.

En application de l'article 8, comme dans le cadre des réunions d'information préalables toute personne peut, dans un délai de quinze jours suivant le dernier jour de la mise en ligne de la présentation vidéo, émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences, en les adressant par écrit au collège communal de la ou d'une des communes concernées conformément à l'article 3, § 3, en y indiquant ses nom et adresse. Elle en adresse une copie au demandeur, lequel la communique sans délai à l'auteur d'étude dans l'hypothèse où une telle étude est requise.

L'article 9 dispose que les délais prévus en matière d'organisation de la présentation vidéo sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier afin d'aligner les procédures sur celles découlant du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement. L'article 10 précise que les articles 3 à 9 s'appliquent pour des procédures organisées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, lorsque le demandeur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 2, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 31 décembre 2020 inclus. Au regard de l'incertitude qui plane quant à la crise sanitaire du COVID-19 il est difficile de pouvoir déterminer avec exactitude le moment où les mesures prises par le présent arrêté ne seront plus nécessaires. Le projet prévoit alors que le Gouvernement peut décider de mettre fin, anticipativement, à la possibilité de recourir à des réunions d'information virtuelle. Afin d'assurer la sécurité juridique et la prévisibilité de la décision le Gouvernement veillera, le cas échéant, à décider de la fin de la mesure suffisamment à l'avance.

L'article 11 prévoit que la procédure de participation du public visée aux articles 3 à 9, organisée à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 31 décembre 2020 inclus, tient lieu de réunion d'information au sens des articles D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, §3, 1°, b et R.56, et tient lieu de phase de consultation du public au sens de l'article D.77, alinéa 2, 6°, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement. Il s'agit donc d'adaptations destinées à assurer l'articulation du système proposé aux dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement qui font référence à la réunion d'information préalable.

Cette disposition reprend la suggestion émise par la section de législation du Conseil d'Etat d'habiliter le Gouvernement wallon à réduire la période visée à l'article 5 au cas où la situation sanitaire totalement normalisée permettrait le retour au dispositif prévu dans le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

En vertu de l'article 12, le dossier visé à l'article D.29-14, § 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement comportera la copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la présente procédure lorsque la participation du public a été organisée selon la présente procédure.

L'article 13 prévoit que le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

## Avis du Conseil d'Etat n° 67.526/4 du 9 juin 2020

## Section de législation

Le 2 juin 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'Etat, et Charles—Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Benoît Jadot, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 juin 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant, la nécessité d'adopter prestement le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que les réunions d'information préalables ne sont plus organisées depuis le début du confinement; qu'il convient que l'autorité ou la personne à l'initiative de la réunion d'information préalable puisse, sans tarder, préparer et organiser la nouvelle forme de participation du public prévue; qu'au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le déplacement et la présence physique de la population [aux réunions] d'information préalable, il convient d'adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dans des délais brefs ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## Observations générales

1. L'article D.29-5 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement prévoit que, pour les projets de catégorie B visés par l'article D.29-1, § 4, du même livre, une réunion d'information préalable doit être réalisée avant l'introduction de la demande d'autorisation. Il prévoit aussi que, pour les projets de catégorie C visés par l'article D.29-1, § 5, du même livre, une réunion d'information préalable peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Vu les difficultés que suscite ou peut susciter l'application de cette procédure au regard des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, le projet tend, en exécution du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', à permettre au demandeur de faire le choix d'appliquer une procédure alternative destinée, selon les termes utilisés dans le préambule, à « assurer au mieux la participation du public [...] tout en évitant les réunions physiques et virtuelles ».

Cette procédure consiste en la réalisation, à l'initiative du demandeur, d'une présentation vidéo du projet accessible sur Internet, à l'issue de laquelle le public pourra formuler ses observations et suggestions.

Selon le projet, le régime ainsi mis en place s'applique à des procédures organisées de manière telle que la période pendant laquelle le public pourra envoyer ses observations et suggestions soit terminée au plus tard le 31 décembre 2020.

Compte tenu des explications qui figurent dans le préambule du projet ainsi que dans la note et le rapport au Gouvernement wallon, ce régime peut, dans son principe, être considéré comme faisant partie des mesures que le Gouvernement est habilité à prendre sur la base de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020, à savoir « toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Il est toutefois permis de se demander si l'échéance du 31 décembre 2020, que fixe le projet pour déterminer la date ultime à laquelle devra être terminée la période pendant laquelle le public pourra envoyer ses observations et suggestions en application du régime envisagé, n'est pas trop éloignée pour pouvoir être considérée comme objectivement et raisonnablement justifiée au regard des limites – celles du « cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences » – auxquelles l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement. Il convient à cet égard de relever que le dossier ne contient pas d'explication justifiant avec précision le choix de la date du 31 décembre 2020. Certes, il n'est actuellement pas possible de déterminer avec certitude le moment auquel prendra fin l'application des mesures de limitation de la propagation du coronavirus COVID-19. En outre, comme l'indiquent la note et le rapport au Gouvernement wallon, « [l]es mesures visant à limiter les rassemblements seront [...] vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national ». Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif en projet. Toutefois, pour limiter tout risque de contestation, il serait prudent de fixer une échéance plus proche que le 31 décembre 2020 et de prévoir que le Gouvernement peut modifier cette échéance si c'est nécessaire pour tenir compte de l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et des mesures prises pour en limiter la propagation.

Le projet sera revu en conséquence.

2. Pour comprendre dans quelles hypothèses le projet s'applique, ainsi que son objet et sa portée exacts, il faut, en l'état du texte, combiner la lecture de certains passages du préambule et de plusieurs dispositions du projet. Cette manière de procéder ne facilite pas la compréhension du texte. En outre, elle néglige le fait que le préambule d'un arrêté, à la différence de son dispositif, n'a pas de portée normative.

Le dispositif du projet sera revu pour déterminer d'entrée de jeu les hypothèses dans lesquelles il s'applique, ainsi que son objet et sa portée exacts.

3. Le projet est ainsi conçu qu'il laisse au demandeur la faculté de décider s'il applique les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement relatives à la réunion d'information préalable ou celles par lesquelles le projet d'arrêté règle la procédure particulière de participation du public qu'il prévoit.

En lui-même et quant au principe, vu le contexte dans lequel s'inscrit le projet, ce système n'appelle pas de critique.

Par contre, les dispositions par lesquelles l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, formulent les conditions du choix à opérer par le demandeur sont libellées en des termes dont l'imprécision expose le texte à être la source de nombreuses contestations. Ainsi, la question se pose de savoir à quelles « mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population » il faut exactement se référer. Les exemples que donne le texte sur ce point – en particulier « la stratégie de déconfinement », non autrement précisée – ne sont pas forcément éclairants. En outre, spécialement compte tenu de la rapidité de l'évolution des mesures prises en la matière, la section de législation se demande à quel moment il faut se placer pour déterminer à quelles mesures le demandeur doit se référer. Ou encore, quelles conditions le demandeur doit exactement remplir pour établir qu'il estime qu'il est ou qu'il n'est pas possible de respecter les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population.

À vrai dire, vu les limites qu'impliquent le contexte et le fondement légal du projet et compte tenu du fait que celui-ci est ainsi conçu qu'il laisse au demandeur la faculté de décider s'il applique les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement relatives à la réunion d'information préalable ou celles par lesquelles le projet règle la procédure particulière de participation du public qu'il prévoit, on n'aperçoit pas l'utilité de soumettre ce choix à des conditions telles celles qu'envisagent l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

Le projet sera revu en conséquence.

#### Observations particulières

##### Préambule

1. Ni l'article 39 de la Constitution, ni l'article 6 de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', ni l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 'fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement', ni l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 'portant règlement du fonctionnement du Gouvernement' ne doivent être visés au préambule. En effet, ils ne fournissent pas de fondement légal à l'arrêté en projet et ne sont pas davantage modifiés par celui-ci.

Les alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 5 et 6 seront donc omis.

2. Dans le préambule d'un arrêté, les premières dispositions qui doivent être visées sont celles qui procurent un fondement juridique à celui-ci. Aussi, le décret du 17 mars 2020 doit être visé avant le livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

3. En ce qui concerne la consultation du Conseil d'État, il convient, d'abord, d'énoncer les motifs qui ont justifié le recours à la procédure d'urgence prévue par l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', et ensuite de viser l'avis de celui-ci. Cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.526/4 du Conseil d'État donné le 9 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; » (1).

Le préambule sera revu en conséquence.

##### Dispositif

##### Article 3

Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, vu l'objet de la procédure envisagée, il convient :

1° d'une part, de rédiger le début du 3°, premier tiret, comme suit : « de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence [...] »;

2° d'autre part, de rédiger le début du 3°, deuxième tiret, comme suit : « de présenter et de permettre au public de présenter [...] ».

##### Article 8

Si telle est bien l'intention de l'auteur du texte, les mots « à dater du dernier jour » seront remplacés par les mots « suivant le dernier jour ».

##### Article 11

Pour éviter toute confusion :

1° d'une part, les mots « est la réunion d'information au sens » seront remplacés par les mots « tient lieu de réunion d'information pour l'application »;

2° d'autre part, les mots « est la phase de consultation du public au sens » seront remplacés par les mots « tient lieu de phase de consultation du public pour l'application ».

Le Greffier,  
Charles-Henri Van Hove

Le Président,  
Martine Baguet

##### Note

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.conseildetat.be](http://www.conseildetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

#### 11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, tel que modifié;

Vu l'avis n° 67.526/4 du Conseil d'État, donné le 9 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adopter prestement le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que les réunions d'information préalables ne sont plus organisées depuis le début du confinement; qu'il convient que l'autorité ou la personne à l'initiative de la réunion d'information préalable puisse, sans tarder, préparer et organiser la nouvelle forme de participation du public prévue; qu'au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le déplacement et la présence physique de la population au réunion d'information préalable, il convient d'adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dans des délais brefs;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu'elles risquent d'empêcher une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions prévues par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment la réunion d'information préalable prévue pour certains projets par l'article D.29.5 du même Code;

Considérant que les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité mais que les rassemblements sont interdits pour des raisons évidentes de santé publique; que certaines réunions d'information préalable sont susceptibles, en temps normal, d'intéresser des dizaines, voire des centaines de personnes;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour; que les préparatifs préalables à cette participation ne permettent pas de modifier les règles régulièrement en fonction de mesures à venir;

Considérant que les projets visés par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ne peuvent être postposés sur un long terme; que certains de ces projets sont d'une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu'elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique; qu'il en est ainsi par exemple des permis éoliens;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que la possibilité d'organiser des réunions virtuelles pourrait être offerte mais que ce type de réunion nécessite des technologies informatiques que ne possède pas l'ensemble de la population concernée; que cependant, selon une étude de STATBEL du 13 février 2020, le pourcentage de ménages qui ont accès à Internet a poursuivi sa progression en 2019 pour s'établir à 87% en Wallonie; que la solution proposée, à savoir la mise en ligne d'une présentation vidéo, permettra d'organiser la participation effective d'une part importante de la population;

Considérant que les personnes ne disposant pas ou difficilement d'un accès Internet pourront, sur demande, obtenir une copie papier de la retranscription de la présentation vidéo du projet; qu'elles pourront également consulter une copie papier à la commune; qu'elles seront ainsi mises dans les mêmes conditions que les personnes disposant d'un accès Internet; qu'elles pourront obtenir des informations sur le projet et introduire leurs observations et suggestions de la même manière;

Considérant que le présent arrêté fixe donc des conditions nouvelles à observer pour assurer au mieux la participation du public dans le cadre de certains projets visés par le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, tout en évitant les réunions physiques;

Considérant cependant que, dans la pratique, il y a des réunions d'information préalable qui ne rassemblent que très peu de personnes : que pour celles-là, il est ou sera possible d'organiser des réunions présentielles tout en respectant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, et notamment la stratégie de déconfinement et les règles de distanciation sociale, dans le respect d'une participation du public efficace; que c'est le porteur de projet qui est le mieux à même de déterminer quelle solution est la plus correcte à mettre en place; qu'il convient donc de laisser le choix au porteur de projet entre la procédure existante et la nouvelle procédure proposée en bonne coordination avec les autorités locales et le bourgmestre de la commune concernée;

Considérant qu'il n'est actuellement pas possible de déterminer avec certitude le moment auquel prendra fin l'application des mesures de limitation de la propagation du COVID-19; qu'en outre, les mesures visant à limiter les rassemblements seront vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national; qu'il faut également tenir compte du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif autorisé par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux;

Considérant que l'habilitation conférée au Gouvernement par le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur; que le présent arrêté doit être confirmé par décret dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du décret du 17 mars 2020; qu'à défaut, il sera réputé n'avoir jamais produit ses effets;

Considérant que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement justifiée au regard, d'une part, des incertitudes qui entourent le déconfinement, en particulier la possibilité d'organiser des rassemblements, et du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif autorisé, et, d'autre part, des limites auxquelles l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement; que toutefois, il convient d'habiliter le Gouvernement à réduire ce délais si les circonstances le justifient;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La réunion d'information préalable prévue pour certains projets par l'article D.29.5 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement peut, au choix du demandeur, être organisée soit de manière présentielle conformément aux dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, soit de manière virtuelle conformément aux dispositions du présent arrêté.

Durant la crise sanitaire du COVID-19, les réunions organisées de manière présentielle se déroulent dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité.

**Art. 2.** Le demandeur peut mettre en œuvre des modalités complémentaires de participation.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour les projets de catégorie B visés par l'article D.29-1, § 4, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, une présentation vidéo du projet est réalisée avant l'introduction de la demande d'autorisation. Pour les projets de catégorie C visés par l'article D.29-1, § 5, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, une présentation vidéo du projet peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Cette présentation vidéo a pour objet :

- 1° de permettre au demandeur de présenter son projet;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3° si une évaluation des incidences est prescrite conformément aux articles D.64, § 1<sup>er</sup>, D.65, § 2 et 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

- de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;

- de présenter et de permettre au public de présenter des alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur et afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

§ 2. Au moins quinze jours avant la mise en ligne sur Internet de la présentation vidéo, le demandeur procède à la publication d'un avis reproduisant l'article 4 et mentionnant au minimum :

- 1° l'identité du demandeur et son adresse postale;
- 2° la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3° l'objet de la présentation vidéo tel qu'indiqué au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2;
- 4° les dates auxquelles la présentation vidéo est mise en ligne et le lien Internet vers la présentation vidéo;
- 5° les personnes, ainsi que leurs numéros de téléphone, auprès desquelles des informations peuvent être obtenues et les dates et heures auxquelles les joindre.

Cet avis, ainsi qu'une retranscription intelligible de l'exposé et une copie des documents présentés dans la présentation vidéo, sont transmis à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être réalisé.

L'avis est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1° deux journaux diffusés dans la région;
- 2° un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3° un journal publicitaire toutes-boîtes;
- 4° une information toutes-boîtes distribuée dans un rayon de trois kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés au collège communal.

Le collège communal affiche, jusqu'au lendemain de la mise en ligne de la présentation vidéo, un avis qui reproduit l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

§ 3. Dans le cas où une enquête publique est organisée sur le territoire de plusieurs communes, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent à chacune des communes concernées.

**Art. 4.** Toute personne peut solliciter par courrier recommandé auprès du demandeur du projet de catégorie B ou C une copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo. La demande doit être réceptionnée au plus tard trois jours avant la mise en ligne. Deux jours avant la mise en ligne, le demandeur du projet de catégorie B ou C envoie par recommandé les documents aux personnes concernées, en un seul exemplaire par adresse postale.

Toute personne peut consulter à la commune la copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo, pendant les deux jours de mise en ligne de la présentation vidéo, sur rendez-vous.

**Art. 5.** Le demandeur transmet par pli simple à l'instance chargée d'apprécier le caractère complet et recevable de la demande la nature de son projet et son lieu d'implantation.

Dans les vingt jours de la réception de ces informations, cette instance détermine les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étend le projet, susceptibles d'être affectées par ledit projet et en informe le demandeur par envoi recommandé.

**Art. 6.** L'avis visé à l'article 3, § 2, alinéa 5, est imprimé en lettres noires sur fond jaune et a une dimension d'au moins 35 dm<sup>2</sup> et mentionne la référence explicite au présent arrêté.

**Art. 7.** Lorsque le demandeur reçoit la décision visée à l'article R. 72, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et que celle-ci est favorable, le demandeur prépare une présentation vidéo du projet laquelle est mise à disposition de la population de la ou des communes concernées conformément à l'article 3, § 3.

La présentation vidéo débute par l'explication de son objet, tel qu'il est décrit à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, puis présente le projet.

La présentation vidéo doit être accessible sur Internet pendant deux jours ouvrables consécutifs. Les informations peuvent être obtenues par téléphone auprès du porteur de projet pendant ces deux jours, entre 8h et 17h.

Le lien Internet vers la présentation vidéo et les dates auxquelles elle est accessible sont également mis à disposition de :

- 1° l'autorité compétente visée à l'article D.6, 2°, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;
- 2° l'administration de l'environnement et l'administration de l'aménagement du territoire;
- 3° le pôle " Environnement ", et, selon les cas visés à l'article R. 82, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 4, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité et le pôle " Aménagement du territoire ";
- 4° les représentants de la ou des communes concernées conformément à l'article 3, § 3.

**Art. 8.** Toute personne peut, dans un délai de quinze jours suivant le dernier jour de la mise en ligne de la présentation vidéo, émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences, en les adressant par écrit au collège communal de la ou d'une des communes concernées conformément à l'article 3, § 3, en y indiquant ses nom et adresse.

Elle en adresse une copie au demandeur, lequel la communique sans délai à l'auteur d'étude dans l'hypothèse où une telle étude est requise.

**Art. 9.** Les délais prévus en matière d'organisation de la présentation vidéo sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 10.** Les articles 3 à 9 s'appliquent pour des procédures organisées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, lorsque le demandeur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 2, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 30 septembre 2020 inclus.

Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.

**Art. 11.** La procédure de participation du public visée aux articles 3 à 9, organisée à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 30 septembre 2020 inclus, tient lieu de réunion d'information pour l'application des articles D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, § 3, 1<sup>b</sup>, b, et R.56, et tient lieu de phase de consultation du public pour l'application de l'article D.77, alinéa 2, 6°, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.

**Art. 12.** Le dossier visé à l'article D.29-14, § 1er, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement comportera la copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la présente procédure lorsque la participation du public a été organisée selon la présente procédure.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/41784]

**11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek**

VERSLAG AAN DE REGERING

De gezondheidscrisis in verband met COVID-19 en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen. Ze zijn in ieder geval bedoeld om, in wisselende mate afhankelijk van de richtlijnen gegeven door de federale Regering, de intermenselijke contacten te beperken.

Zo moeten fysieke vergaderingen weliswaar worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen normen inzake social distancing, maar blijven bijeenkomsten momenteel in grote mate verboden om voor de hand liggende redenen van volksgezondheid. De maatregelen ter beperking van de bijeenkomsten zullen bovendien waarschijnlijk tot de laatste behoren die worden opgeheven zodra de afbouw van de lockdown die op het nationale grondgebied is opgestart, is voltooid.

Dergelijke maatregelen zouden echter een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek in het kader van de in Boek I van het Milieuwetboek opgelegde vergaderingen kunnen verhinderen, met name de voorafgaandelijke informatievergadering die voor bepaalde projecten wordt voorgeschreven.

Het gaat om projecten van categorie B in de zin van artikel D.29-1, § 4, b, van Boek I van het Milieuwetboek. Dergelijke projecten, met name de vergunningsaanvragen die onderworpen worden aan een effectenonderzoek, kunnen niet op lange termijn worden uitgesteld, omdat de uitvoering ervan anders aanzienlijk zal worden vertraagd. Sommige van deze projecten zijn van groot belang voor Wallonië en voor de doelstellingen die het land nastreeft, met name op het gebied van de energietransitie en de beperking van de opwarming van de aarde. Andere zijn noodzakelijk voor het bedrijfsleven en de economische en sociale ontwikkeling van het Waalse Gewest. De projecten van categorie C worden ook beoogd, ook al is de formaliteit van de voorafgaandelijke informatievergadering in dat geval niet automatisch.

Daarom lijkt het noodzakelijk om de inspraak van het publiek te organiseren in overeenstemming met de afbouwstrategie die tot nu toe door de Nationale Veiligheidsraad is vastgesteld.

In de huidige regeling heeft deze vergadering een dubbele functie. Zij moet het publiek in staat stellen informatie te verkrijgen over het aan de voorafgaandelijke informatievergadering onderworpen project, zo nodig door vragen te stellen aan de aanvrager en zijn onderzoeksgelastigde, teneinde met volledige kennis van zaken opmerkingen te kunnen maken. Ze moet ook een vorm van interactie mogelijk maken door het publiek zo goed mogelijk te informeren over een toekomstig project.

In die zin vormt ze een voorlichtingsactie ter voorbereiding van de reactie van het publiek, die binnen de daaropvolgende periode van vijftien dagen kan worden uitgevoerd.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar.

Dit maakt het mogelijk om, op tijdelijke basis, het kader van de voorafgaandelijke informatievergaderingen van het publiek te herdefiniëren, door zo nodig gebruik te maken van gedematerialiseerde vormen, waarbij de bijeenkomsten die inherent zijn aan dit soort vergaderingen kunnen worden voorkomen.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft op 9 juni 2020 zijn advies 67.526/4 uitgebracht.

Het ontwerp-besluit van bijzondere machten is herzien om te rechtvaardigen dat de datum van 31 december 2020 die is vastgesteld voor de uitvoering van de mogelijkheid die door dit besluit van bijzondere machten wordt geboden, objectief en redelijk gerechtvaardigd is gezien, enerzijds, de onzekerheden rond de afbouw van de lockdown, met name de mogelijkheid om bijeenkomsten te organiseren, en de tijd die nodig is om de toepassing van de toegestane regeling in de praktijk te brengen, en, anderzijds, de beperkingen waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de aan de Regering verleende bijzondere machten onderwerpt; dat de Regering evenwel gemachtigd moet worden om deze termijn te verkorten als de omstandigheden dat rechtvaardigen. De door de Raad van State voorgestelde machtiging aan de Regering is echter in de regeling ingediend, waarbij aan de Regering de mogelijkheid wordt geboden de periode van toepassing van de virtuele procedure te verkorten voor zover de crisissituatie dit rechtvaardigt. Elk risico van onevenredige toepassing van de voorgestelde regeling is derhalve uitgesloten.

Het ontwerp is overigens herzien, zodat de keuze voor een face-to-face of virtuele informatievergaderingen van het publiek het initiatief van de aanvrager blijft, maar zonder dat er voorwaarden aan verbonden zijn die deze keuze beperken. Volgens bovengenoemd advies benadrukt de afdeling Wetgeving immers dat "met name gezien de snelle ontwikkeling van de maatregelen die op dit gebied worden genomen, de afdeling Wetgeving zich afvraagt van welk tijdstip uitgegaan dient te worden om te bepalen naar welke maatregelen de betrokken persoon of overheid dient te verwijzen. Of, aan welke voorwaarden moet de betrokken persoon of overheid precies voldoen om vast te stellen dat hij/zij van mening is dat het al dan niet mogelijk is om de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, na te leven. Om te voorkomen dat de toepassing en de interpretatie van criteria een bron van rechtsonzekerheid vormen, wordt daarom voorgesteld dat er a priori geen bijkomende voorwaarden in de regeling worden gesteld. Het is uiteraard de verantwoordelijkheid van de aanvrager om, in het licht van zijn ontwerp van herziening van het gewestplan en de belangstelling die het kan wekken bij het publiek, te analyseren wat de beste manier is om de voorafgaandelijke informatievergadering te organiseren met betrekking tot de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van COVID-19 te beperken.

De andere formele en technische opmerkingen uitgebracht door de Raad van State zijn in aanmerking genomen.

Artikel 1 geeft de aanvrager de keuze om over te gaan tot de toepassing van ofwel:

de face-tot-face voorafgaandelijke informatievergadering bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek;

de virtuele procedure bedoeld in de artikelen 3 en volgende.

Indien de aanvrager beslist de voorafgaande procedure van Boek I van het Milieuwetboek toe te passen, moet hij ervoor zorgen dat de vergadering plaatsvindt met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen normen van social distancing.

Artikel 2 bepaalt dat de aanvrager bijkomende inspraakmodaliteiten kan uitvoeren.

Artikel 3 bepaalt dat voor projecten van categorie B bedoeld in artikel D.29-1, § 4, van Boek I van het Milieuwetboek en voor projecten van categorie C bedoeld in artikel D.29-1, § 5, van Boek I van het Milieuwetboek, een videopresentatie van het project op initiatief van de aanvrager kan worden gemaakt voordat de vergunningsaanvraag wordt ingediend.

Deze videopresentatie wordt aangekondigd door middel van affiches in dezelfde vorm als die van Boek I van het Milieuwetboek in elk van de gemeenten waar een openbaar onderzoek zal worden uitgevoerd.

Op grond van artikel 4 kan elke persoon de aanvrager van het project van categorie B of C per aangetekende brief verzoeken om een kopie van de transcriptie van de presentatie en van de in de videopresentatie gepresenteerde documenten.

In artikel 5 wordt het beginsel van het zich doelgericht toespitsen op gemeenten vastgesteld, die met het project te maken kunnen krijgen en waar een onderzoek moet worden uitgevoerd naast de gemeente waar het project is gevestigd.

Artikel 6 bevat informatie over de afmetingen die vereist zijn voor de in artikel 3, § 2, vijfde lid, bedoelde mededeling.

Artikel 7 bepaalt dat de aanvrager, zodra de keuze van de erkende auteur van het effectenonderzoek is gevalideerd, een videopresentatie van het project voorbereidt, die overeenkomstig artikel 3, § 3, ter beschikking wordt gesteld van de bevolking van de betrokken gemeente(s).

De videopresentatie moet gedurende twee opeenvolgende werkdagen op het internet toegankelijk zijn. Informatie kan tijdens deze twee dagen tussen 8.00 uur en 17.00 uur telefonisch worden verkregen bij de projectdrager.

Overeenkomstig artikel 8 kan elke persoon, net als in het kader van voorafgaandelijke informatievergaderingen, binnen een termijn van vijftien dagen na de laatste dag waarop de videopresentatie online is gezet, opmerkingen, suggesties en verzoeken indienen om bepaalde punten met betrekking tot het project te belichten, alsook de technische alternatieven voorstellen die de aanvrager redelijkerwijs kan overwegen zodat er bij de uitvoering van de effectbeoordeling rekening mee kan worden gehouden, door ze schriftelijk op te sturen naar het gemeentecollege van de gemeente of naar een van de betrokken gemeenten, overeenkomstig artikel 3, § 3, met vermelding van hun naam en adres. Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van de studie als een dergelijke studie vereist is.

Artikel 9 bepaalt dat de termijnen voor het organiseren van de videopresentatie worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari om de procedures in overeenstemming te brengen met de procedures die voortvloeien uit Boek I van het Milieuwetboek.

Artikel 10 bepaalt dat de artikelen 3 tot en met 9 van toepassing zijn op de procedures die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden georganiseerd, wanneer de aanvrager ervoor heeft gekozen deze procedure overeenkomstig artikel 2 toe te passen, en op voorwaarde dat de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 september 2020 is verstreken. Gezien de onzekerheid rond de gezondheids crisis COVID-19 is het moeilijk vast te stellen wanneer de maatregelen van dit besluit niet meer nodig zijn. Het ontwerp bepaalt dan dat de Regering kan beslissen om de mogelijkheid om gebruik te maken van virtuele informatievergaderingen vroegtijdig te beëindigen. Om de rechtszekerheid en de voorspelbaarheid van de beslissing te waarborgen, zal de Regering er in voorkomend geval voor zorgen dat zij voldoende lang van tevoren over de beëindiging van de maatregel beslist.



Artikel 11 bepaalt dat de in de artikelen 3 tot en met 9 bedoelde inspraakprocedure, die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit wordt georganiseerd en waarvoor de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 september 2020 afloopt, als informatievergadering voor de toepassing van de artikelen D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, § 3, 1°, b, en R.56 geldt, en als fase van raadpleging van het publiek voor de toepassing van artikel D.77, tweede lid, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek geldt. Het gaat dus om aanpassingen die ervoor moeten zorgen dat het voorgestelde systeem wordt gekoppeld aan de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek, die verwijzen naar de voorafgaandelijke informatievergadering.

In deze bepaling wordt de suggestie van de afdeling Wetgeving van de Raad van State overgenomen om de Waalse Regering te machtigen de in artikel 5 bedoelde periode te verkorten indien de volledig genormaliseerde gezondheidssituatie een terugkeer naar de regeling bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek mogelijk maakt.

Krachtens artikel 12 bevat het dossier bedoeld in artikel D.29-14, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek een kopie van de opmerkingen en suggesties die in het kader van deze procedure zijn uitgebracht wanneer de inspraak van het publiek in overeenstemming met deze procedure is georganiseerd.

Artikel 13 bepaalt dat dit besluit op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, in werking treedt.

### Advies van de Raad van State nr. 67.526/4 van 9 juni 2020

#### Afdeling wetgeving

Op 2 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn van het Waalse Gewest, verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XX houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît Jadot, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 juni 2020.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"Overwegende dat dit besluit van bijzondere machten snel moet worden aangenomen daar de voorafgaande informatievergaderingen sinds het begin van de lockdown niet meer worden georganiseerd; dat de overheid of de persoon die het initiatief tot de voorafgaande informatievergadering neemt, onverwijld de nieuwe voorziene vorm van inspraak van het publiek moet kunnen voorbereiden en organiseren; dat gezien deze noodzaak, dit besluit van bijzondere machten zo snel mogelijk dient te worden aangenomen om de op federaal niveau vastgestelde regels inzake lockdown en social distancing na te leven en gezien de concrete gevolgen van de crisis op de verplaatsing en de fysieke aanwezigheid van de bevolking op de voorafgaande informatievergadering,;

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte, evenals tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel D.29-5 van Boek I van het Milieuwetboek bepaalt dat voor projecten van categorie B bedoeld in artikel D.29-1, § 4, van boek I van hetzelfde Boek, een voorafgaandelijke informatievergadering vóór de indiening van de vergunningsaanvraag moet worden georganiseerd. Voor projecten van categorie C bedoeld in artikel D.29-1, § 5, van hetzelfde Boek bepaalt het ook dat een voorafgaandelijke informatievergadering op initiatief van de aanvrager vóór de indiening van de vergunningsaanvraag kan worden georganiseerd.

Gelet op de moeilijkheden die de toepassing van deze procedure met zich meebrengt of kan meebrengen in het licht van de maatregelen genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken strekt het ontwerp in uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 ertoe om de aanvrager in staat te stellen te kiezen voor een alternatieve procedure die, in de termen van de aanhef, "om de inspraak van het publiek [...], zo goed mogelijk te waarborgen en tegelijkertijd fysieke vergaderingen te voorkomen".

Deze procedure bestaat in de organisatie, op initiatief van de aanvrager, van een videopresentatie van het project die toegankelijk is op het internet, waarna het publiek opmerkingen en suggesties kan maken.

Volgens het ontwerp is de aldus vastgestelde regeling van toepassing op procedures die zodanig zijn georganiseerd dat de periode waarin het publiek zijn opmerkingen en suggesties kan indienen, uiterlijk op 31 december 2020 afloopt.

Rekening houdende met de toelichtingen in de aanhef van het ontwerp en in de nota en het verslag aan de Waalse Regering kan dit regime in principe worden geacht deel uit te maken als een onderdeel van de maatregelen die de Regering op grond van artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 mag nemen, namelijk "alle nuttige maatregelen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar".

Het is echter toegestaan zich af te vragen of de termijn van 31 december 2020, die in het ontwerp is vastgesteld voor het bepalen van de uiterste datum waarop de periode waarin het publiek zijn opmerkingen en suggesties in het kader van de geplande regeling mag indienen, niet te ver weg is om objectief en redelijk gerechtvaardigd te worden geacht in het licht van de beperkingen - die van het "strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan" - waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de bijzondere bevoegdheden die het aan de Regering toekent, onderwerpt. In dit verband dient te worden opgemerkt dat het dossier geen uitleg bevat die de keuze van de datum van 31 december 2020 precies rechtvaardigt. Het is inderdaad momenteel niet mogelijk om met zekerheid te bepalen wanneer de toepassing van de maatregelen om de verspreiding van het COVID-19-coronavirus te beperken, zal eindigen. Bovendien, zoals de nota en het verslag aan de Waalse Regering stellen, "[I]zullen de maatregelen ter beperking van de bijeenkomsten waarschijnlijk tot de laatste behoren die na de op het nationale grondgebied opgestarte afbouw van de lockdown worden opgeheven". Bovendien moet ook rekening worden gehouden met de tijd die nodig is om de geplande regeling in de praktijk te brengen. Om het risico op betwisting te beperken, zou het echter verstandig zijn om een termijn eerder dan 31 december 2020 vast te stellen en te bepalen dat de Regering deze termijn zo nodig kan wijzigen om rekening te houden met de ontwikkeling van de gezondheids crisis-COVID-19 en de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding te beperken.

Het ontwerp zal dienovereenkomstig worden herzien.

2. Om de hypothesen waarin het ontwerp van toepassing is te begrijpen, alsmede het precieze doel en de reikwijdte ervan, is het noodzakelijk om in de huidige tekst een lezing van bepaalde passages van de aanhef te combineren met een lezing van verschillende bepalingen van het ontwerp. Deze werkwijze vergemakkelijkt het begrip van de tekst niet. Bovendien gaat zij voorbij aan het feit dat de aanhef van een besluit, in tegenstelling tot het beschikkend gedeelte ervan, geen enkele normatieve draagwijdte heeft.

Het beschikkend gedeelte van het ontwerp zal worden herzien om van meet af aan de hypothesen te bepalen waarin het van toepassing is, alsook het precieze doel en de reikwijdte ervan.

3. Het ontwerp wordt zodanig ontworpen dat het aan de aanvrager wordt overgelaten om te beslissen of hij de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot de voorafgaandelijke informatievergadering toepast of de bepalingen waarmee het ontwerp-besluit de specifieke inspraakprocedure waarin het voorziet, regelt.

Op zich en in principe geeft dit systeem, gezien de context waarin het ontwerp wordt voorbereid, geen aanleiding aan kritiek.

Daarentegen zijn de bepalingen waarmee artikel 1 en artikel 2, eerste lid, de voorwaarden voor de door de aanvrager te maken keuze bepalen, geformuleerd in termen waarvan de onnauwkeurigheid de tekst blootstelt aan taalrijke betwistingen. De vraag rijst dus wat er precies bedoeld wordt met "maatregelen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken". De voorbeelden die in de tekst op dit punt worden gegeven - in het bijzonder de "afbouwstrategie", die niet anders is gespecificeerd - zijn niet noodzakelijkerwijs verhelderend. Rekening houdende met de snelle ontwikkeling van de maatregelen die op dit gebied worden genomen, vraagt de afdeling Wetgeving zich bovendien af van welk tijdstip uitgegaan dient te worden om te bepalen naar welke maatregelen de aanvrager moet verwijzen. Of, aan welke voorwaarden moet de aanvrager precies voldoen om vast te stellen dat hij van mening is dat het al dan niet mogelijk is om de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, na te leven.

Gezien de beperkingen die de context en de rechtsgrondslag van het ontwerp met zich meebrengen en het feit dat het ontwerp zodanig wordt ontworpen dat de aanvrager vrij is om te beslissen of hij de bepalingen van boek I van het Milieuwetboek inzake de voorafgaandelijke informatievergadering toepast of de bepalingen waarmee het ontwerp de specifieke inspraakprocedure waarin het voorziet, regelt, is het namelijk niet nodig om deze keuze te laten afhangen van voorwaarden zoals die welke in artikel 1 en artikel 2, lid 1, worden genoemd.

Het ontwerp zal dienovereenkomstig worden herzien.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Aanhef

1. Noch artikel 39 van de Grondwet, noch artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, noch het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, noch het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering moeten worden vermeld in de aanhef. Zij vormen namelijk geen rechtsgrondslag voor het ontworpen besluit en worden ook niet door dit besluit gewijzigd.

De leden 1, 2, 5 en 6 moeten bijgevolg weggelaten worden.

2. In de aanhef van een besluit zijn de eerste bepalingen waarnaar verwezen moet worden, de bepalingen die het ontwerp tot rechtsgrond strekken. Er dient dan ook te worden verwezen naar het decreet van 17 maart 2020 vóór Boek I van het Milieuwetboek.

3. Wat de raadpleging van de Raad van State betreft, moeten eerst de redenen worden vermeld die de toepassing van de spoedprocedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' rechtvaardigen, en moet vervolgens worden verwezen naar het advies van de Raad van State. Het betrokken lid dient derhalve te luiden :

"Gelet op advies nr. 67.526/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"(1).

De aanhef zal dienovereenkomstig worden herzien.

##### Dispositief

##### Artikel 3

In paragraaf 1, tweede lid, in de Franse ontwerpversie, is het, gelet op het doel van de beoogde procedure, passend om:

1° enerzijds het begin van punt 3°, eerste streepje, als volgt op te stellen: "de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence [...]";

2° anderzijds het begin van punt 3°, tweede streepje, als volgt op te stellen: "de présenter et de permettre au public de présenter [...] "

##### Artikel 8

Als dit inderdaad de bedoeling is van de steller van de tekst, worden de woorden, in Franse ontwerpversie "à dater du dernier jour" vervangen door de woorden "suivant le dernier jour".

## Artikel 11

Om verwarring te voorkomen:

1° enerzijds, zullen de woorden, in de Franse ontwerpversie " est la réunion d'information au sens " worden vervangen door de woorden " est la réunion d'information au sens ";

2° anderzijds, zullen de woorden, in de Franse ontwerpversie " est la phase de consultation du public au sens " worden vervangen door de woorden " tient lieu de phase de consultation du public pour l'application ".

De Griffier,  
Charles-Henri Van Hove

De Voorzitter,  
Martine Baguet

## Nota

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.conseildetat.be](http://www.conseildetat.be), tabblad « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5.

**11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd;

Gelet op advies nr. 67.526/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit van bijzondere machten snel moet worden aangenomen daar de voorafgaandelijke informatievergaderingen sinds het begin van de lockdown niet meer worden georganiseerd; dat de overheid of de persoon die het initiatief tot de voorafgaandelijke informatievergadering neemt, onverwijld de nieuwe voorziene vorm van inspraak van het publiek moet kunnen voorbereiden en organiseren; dat gezien deze noodzaak, dit besluit van bijzondere machten zo snel mogelijk dient te worden aangenomen om de op federaal niveau vastgestelde regels inzake lockdown en social distancing na te leven en gelet op de concrete gevolgen van de crisis op de verplaatsing en de fysieke aanwezigheid van de bevolking op de voorafgaandelijke informatievergadering;

Overwegende dat de buitengewone gezondheidscrisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen;

Overwegende dat zij een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek in het kader van de in Boek I van het Milieuwetboek bedoelde vergaderingen zouden kunnen verhinderen, met name de voorafgaandelijke informatievergadering die bij artikel D.29.5 van het Milieuwetboek voor bepaalde projecten wordt voorgeschreven;

Overwegende dat fysieke vergaderingen moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen normen inzake social distancing, maar dat bijeenkomsten verboden zijn om voor de hand liggende redenen van volksgezondheid; dat bepaalde voorafgaandelijke informatievergaderingen in normale omstandigheden waarschijnlijk tientallen, zelfs honderden mensen zullen interesseren;

Overwegende dat het noodzakelijk is de inspraak van het publiek te organiseren in overeenstemming met de tot dusver door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie; dat de voorbereidingen vóór deze inspraak het niet mogelijk maken de regels regelmatig te wijzigen in het licht van toekomstige maatregelen;

Overwegende dat de projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek niet op lange termijn kunnen worden uitgesteld; dat sommige van deze projecten van groot belang zijn voor Wallonië en voor de doelstellingen die ze nastreeft, met name in termen van de energietransitie en beperking van de opwarming van de aarde; dat dit bijvoorbeeld het geval is met de vergunningen voor windenergie;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de mogelijkheid om virtuele vergaderingen te organiseren zou kunnen worden aangeboden, maar dat dit soort vergaderingen computertechnologie vereist waarover niet de hele betrokken bevolking beschikt; dat volgens een studie van STATBEL van 13 februari 2020 het percentage huishoudens die toegang tot internet hebben, in 2019 echter is blijven stijgen tot 87% in Wallonië; dat de voorgestelde oplossing, namelijk de online beschikbaarheid van een videopresentatie, het mogelijk zal maken om de effectieve inspraak van een groot deel van de bevolking te organiseren;

Overwegende dat personen die geen of een beperkte toegang tot internet hebben, op verzoek een papieren exemplaar van de transcriptie van de videopresentatie van het project kunnen verkrijgen; dat zij ook een papieren exemplaar in de gemeente kunnen raadplegen; dat zij dus onder dezelfde voorwaarden worden geplaatst als personen die toegang tot internet hebben; dat zij informatie over het project kunnen verkrijgen en hun opmerkingen en suggesties op dezelfde manier kunnen indienen;

Overwegende dat dit besluit dus nieuwe voorwaarden vaststelt die in acht moeten worden genomen om de inspraak van het publiek in het kader van bepaalde projecten die onder Boek I van het Milieuwetboek vallen, zo goed mogelijk te waarborgen en tegelijkertijd fysieke vergaderingen te voorkomen;

Overwegende dat er in de praktijk echter voorafgaandelijke informatievergaderingen zijn die maar weinig mensen bijeenbrengen: dat het voor hen mogelijk is of zal zijn om face-tot-face vergaderingen te organiseren met inachtneming van de huidige en toekomstige maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, en in het bijzonder de afbouwstrategie en de regels van social distancing, met inachtneming van een efficiënte inspraak van het publiek; dat het de projectdrager is die het best in staat is om te bepalen welke oplossing het meest correct is; dat de keuze tussen de bestaande procedure en de voorgestelde nieuwe procedure daarom moet worden overgelaten aan de projectdrager in goede coördinatie met de lokale overheden en de burgemeester van de betrokken gemeente;

Overwegende dat het momenteel niet mogelijk is met zekerheid vast te stellen wanneer de toepassing van de maatregelen ter beperking van de verspreiding van COVID-19 zal eindigen; dat bovendien de maatregelen ter beperking van de bijeenkomsten waarschijnlijk als een van de laatste zullen worden opgeheven aan het einde van de afbouw van de lockdown die op het nationale grondgebied is opgestart; dat het ook noodzakelijk is rekening te houden met de tijd die nodig is om de toepassing van de regeling die op grond van dit besluit van bijzondere machten is toegestaan, in de praktijk in te voeren;

Overwegende dat de machtiging die aan de Regering werd verleend bij het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 geldig is gedurende drie maanden na de inwerkingtreding ervan; dat dit besluit bij decreet moet worden bekrachtigd binnen een jaar na de inwerkingtreding van het decreet van 17 maart 2020; anders zal het geacht worden nooit uitwerking te hebben gehad;

Overwegende dat de datum van 31 december 2020 die is vastgesteld voor de uitvoering van de mogelijkheid die door dit besluit van bijzondere machten wordt geboden, objectief en redelijk gerechtvaardigd is gezien, enerzijds, de onzekerheden rond de afbouw van de lockdown, met name de mogelijkheid om bijeenkomsten te organiseren, en de tijd die nodig is om de toepassing van de toegestane regeling in de praktijk te brengen, en, anderzijds, de beperkingen waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de aan de Regering verleende bijzondere machten onderwerpt; dat de Regering evenwel gemachtigd moet worden om deze termijn te verkorten als de omstandigheden dat rechtvaardigen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De voorafgaandelijke informatievergadering die bij artikel D.29.5 van Boek I van het Milieuwetboek voor bepaalde projecten voorzien is, kan naar keuze van de aanvrager ofwel op basis van een fysieke aanwezigheid van de deelnemers overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek, ofwel op virtuele wijze overeenkomstig de bepalingen van dit besluit worden georganiseerd.

Tijdens de gezondheids crisis COVID-19 worden de face-tot-face vergaderingen gehouden met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen normen voor social distancing.

**Art. 2.** De aanvrager kan bijkomende inspraakmodaliteiten uitvoeren.

**Art. 3.** § 1. Voor projecten van categorie B bedoeld in artikel D.29-1, § 4, van boek I van het Milieuwetboek wordt een videopresentatie van het project gemaakt voordat de vergunningsaanvraag wordt ingediend. Voor projecten van categorie C bedoeld in artikel D.29-1, § 5, van boek I van het Milieuwetboek kan een videopresentatie van het project op initiatief van de aanvrager worden gemaakt voordat de vergunningsaanvraag wordt ingediend.

Het doel van deze videopresentatie is:

- 1° de aanvrager in staat te stellen zijn project over te leggen;
- 2° het publiek de mogelijkheid te bieden informatie in te winnen en opmerkingen en suggesties i.v.m. het project te formuleren;
- 3° als een effectbeoordeling voorgeschreven wordt overeenkomstig de artikelen D.64, § 1, en D.65, §§ 2 en 3, van Boek I van het Milieuwetboek :
  - de nadruk leggen op bepaalde punten die in de effectbeoordeling aan bod kunnen komen en het publiek in staat stellen deze te benadrukken;
  - technische alternatieven voorleggen en het publiek de mogelijkheid bieden bedoelde technische alternatieven voor te leggen, die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de aanvrager en opdat hiermee rekening gehouden wordt bij het uitvoeren van het effectonderzoek.

§ 2. Ten minste vijftien dagen voordat de videopresentatie op het internet wordt geplaatst, publiceert de aanvrager een bericht waarin artikel 4 wordt weergegeven en met vermelding van ten minste :

- 1° de identiteit van de aanvrager en zijn postadres;
- 2° de aard van het project en de vestigingsplaats ervan;
- 3° het doel van de videopresentatie zoals aangegeven in paragraaf 1, tweede lid;
- 4° de data waarop de videopresentatie online wordt geplaatst en de internetlink naar de videopresentatie;
- 5° de personen, en hun telefoonnummers, bij wie informatie kan worden verkregen en de data en tijdstippen waarop zij kunnen worden bereikt.

Dit bericht wordt, samen met een begrijpelijke transcriptie van de presentatie en een kopie van de in de videopresentatie gepresenteerde documenten, toegezonden aan de gemeente op het grondgebied waarvan het project zal worden uitgevoerd.

Het bericht wordt verspreid in twee media die door de aanvrager worden gekozen uit de volgende :

- 1° twee dagbladen die in de streek in omloop gebracht worden;
- 2° een gemeentelijk informatiebulletin als er één bestaat en als het onder de gezamenlijke bevolking verspreid wordt;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;
- 4° een huis-aan-huis informatiefolder verspreid binnen een straal van drie kilometer van de vestigingsplaats van het project.

De aanvrager richt een afschrift van de gepubliceerde berichten aan het gemeentecollege.

Het gemeentecollege plakt tot de dag nadat de videopresentatie online wordt geplaatst, een bericht waarin het eerste lid voorkomt aan :

1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;

2° op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een openbare berijdbare weg of een doorgangsweg.

§ 3. Als een openbaar onderzoek op het grondgebied van verschillende gemeenten georganiseerd wordt, zijn de paragrafen 1 en 2 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

**Art. 4.** Elke persoon kan de aanvrager van het project van categorie B of C per aangetekende brief verzoeken om een kopie van de transcriptie van de presentatie en van de in de videopresentatie gepresenteerde documenten. De aanvraag moet uiterlijk drie dagen voor het online plaatsen van de video worden ontvangen. Twee dagen vóór het online plaatsen stuurt de aanvrager van het project van categorie B of C de documenten per aangetekende brief naar de betrokken personen, in één enkel exemplaar per postadres.

Elke persoon kan de kopie van de transcriptie van de presentatie en de documenten die in de videopresentatie worden gepresenteerd, bij de gemeente op afspraak raadplegen tijdens de twee dagen waarin de videopresentatie online beschikbaar is.

**Art. 5.** De aanvrager stuurt de instantie die belast is met de beoordeling van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag, per gewone post de aard van zijn project en de vestigingsplaats ervan.

Deze instantie bepaalt binnen twintig dagen na ontvangst van de gegevens op welke gemeenten het project betrekking kan hebben (met inbegrip van de gemeente(n) waartoe het zich uitstrekt) en geeft de aanvrager kennis daarvan bij aangetekend schrijven.

**Art. 6.** Het bericht bedoeld in artikel 3, §2, vijfde lid, wordt in zwarte letters op gele achtergrond gedrukt en heeft een oppervlakte van minimum 35dm<sup>2</sup> en vermeldt de uitdrukkelijke verwijzing naar dit besluit.

**Art. 7.** Wanneer de aanvrager de beslissing bedoeld in artikel R. 72, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek ontvangt en deze gunstig is, bereidt hij een videopresentatie van het project voor die overeenkomstig artikel 3, § 3, ter beschikking wordt gesteld van de bevolking van de betrokken gemeente(s).

De videopresentatie begint met een uitleg van het doel ervan, zoals beschreven in artikel 3, § 1, tweede lid, en presenteert vervolgens het project.

De videopresentatie moet gedurende twee opeenvolgende werkdagen op het internet toegankelijk zijn. Informatie kan tijdens deze twee dagen tussen 8.00 uur en 17.00 uur telefonisch worden verkregen bij de projectdrager.

De internetlink naar de videopresentatie en de data waarop ze toegankelijk is, worden ook beschikbaar gesteld aan:

1° de bevoegde overheid bedoeld in D.6, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek;

2° de Administratie Leefmilieu en de Administratie Ruimtelijke Ordening;

3° de beleidsgroep "Leefmilieu" en, volgens de gevallen bedoeld in artikel R.82, § 1, lid 2 tot 4, van Boek I van het Milieuwetboek, de gemeentelijke adviescommissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

4° de vertegenwoordigers van de betrokken gemeente(n) overeenkomstig artikel 3, § 3.

**Art. 8.** Elke persoon kan binnen een termijn van vijftien dagen na de laatste dag waarop de videopresentatie online is gezet, opmerkingen, suggesties en verzoeken indienen om de nadruk te leggen op bepaalde punten met betrekking tot het project, alsook de technische alternatieven voorstellen die de aanvrager redelijkerwijs kan overwegen zodat er bij de uitvoering van de effectbeoordeling rekening mee kan worden gehouden, door ze schriftelijk op te sturen naar het gemeentecollege van de gemeente of naar een van de betrokken gemeenten, overeenkomstig artikel 3, § 3, met vermelding van hun naam en adres.

Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van het onderzoek als een dergelijk onderzoek vereist is.

**Art. 9.** De termijnen voorzien inzake de organisatie van de videopresentatie worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

**Art. 10.** De artikelen 3 tot en met 9 zijn van toepassing op de procedures die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden georganiseerd, wanneer de aanvrager ervoor heeft gekozen deze procedure overeenkomstig artikel 2 toe te passen, en op voorwaarde dat de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 september 2020 afloopt.

Voor zover de situatie van de gezondheidscrisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 31 december 2020 moet voorafgaan.

**Art. 11.** De in de artikelen 3 tot en met 9 bedoelde inspraakprocedure, die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit wordt georganiseerd en waarvoor de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 september 2020 afloopt, geldt als informatievergadering voor de toepassing van de artikelen D.6, 18°, D.29-3, R.41-9, § 3, 1°, b, en R.56, en geldt als fase van raadpleging van het publiek voor de toepassing van artikel D.77, tweede lid, 6°, van Boek I van het Milieuwetboek.

Voor zover de situatie van de gezondheidscrisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 31 december 2020 moet voorafgaan.

**Art. 12.** Het dossier bedoeld in artikel D.29-14, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek bevat een kopie van de opmerkingen en suggesties die in het kader van deze procedure zijn uitgebracht wanneer de inspraak van het publiek in overeenstemming met deze procedure is georganiseerd.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2020/21280]

#### Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 2020, wordt mevrouw Caroline DEGREEF benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A2 bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 januari 2020.

Bij koninklijk besluit van 16 april 2020, wordt de heer Benjamin HENRION benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A2 bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 25 februari 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2020/21280]

#### Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 9 février 2020, Madame Caroline DEGREEF est nommée agent de l'Etat dans la classe A2 au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Par arrêté royal du 16 avril 2020, Monsieur Benjamin HENRION est nommé agent de l'Etat dans la classe A2 au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 25 février 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/202249]

#### Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2020, wordt aan de heer ENGELEN Hugo, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij het Arbeidshof van Brussel.

Belanghebbende wordt ertoe gemachtigd de eretitel van het ambt te voeren.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/202249]

#### Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 29 mai 2020, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur employé à la Cour du travail de Bruxelles est accordée, à sa demande, à Monsieur ENGELEN Hugo.

La personne intéressée est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/202253]

#### Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2020, wordt aan mevrouw SELLE Luisa op het einde van de maand juni 2020, de maand van de zevenenzestigste verjaardag van voornoemde, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij het Arbeidshof van Brussel.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/202253]

#### Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 29 mai 2020, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail de Bruxelles est accordée, à Madame SELLE Luisa à la fin du mois de juin 2020, le mois de son soixante-septième anniversaire.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/202251]

#### Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2020, wordt aan mevrouw VINCENT Myriam op het einde van de maand juli 2020, de maand van de zevenenzestigste verjaardag van voornoemde, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij de Arbeidsrechtbank van Henegouwen.

Belanghebbende wordt ertoe gemachtigd de eretitel van het ambt te voeren.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/202251]

#### Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 29 mai 2020, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au Tribunal du travail du Hainaut est accordée, à Madame VINCENT Myriam à la fin du mois de juillet 2020, le mois de son soixante-septième anniversaire.

La personne intéressée est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.